

ce que je lis dans l'*Ottawa Citizen* de vendredi ou samedi dernier:

Une délégation du Conseil horticole canadien a constaté hier que les marinades et les sauces servies sur les tables du restaurant du Parlement sont de fabrication américaine. La délégation s'est rendue auprès des autorités du Gouvernement et a porté ce fait à leur attention, demandant au Gouvernement de mettre en pratique ce qu'il prêche et de se servir des marchandises fabriquées en Canada. Il se fabrique et des marinades et des sauces en Canada.

Y a-t-il rien de plus plaisant que de constater dans le restaurant de notre Parlement l'usage des marinades et des sauces fabriquées aux Etats-Unis?

M. GARLAND (Bow-River): Puis-je vous signaler quelque chose de plus plaisant encore? C'est un protectionniste qui porte un feutre italien.

L'hon. sir GEORGE PERLEY: Si je ne me trompe, mon honorable ami désire que la plus grande partie de nos produits agricoles soit écoulee sur notre marché domestique. Du moins, il admettra qu'il doit en être ainsi. Le Gouvernement pourrait dire: Oh! ce point est du ressort du comité qui administre le restaurant. Mais les amis du Gouvernement sont en majorité sur ce comité, et s'ils décidaient de donner ordre de ne plus employer ces articles à moins qu'ils ne soient fabriqués au Canada, les ordres seraient suivis.

J'ai demeuré au Château Laurier pendant plusieurs années, et je consomme une quantité assez grande de conserves de fruits. Je n'ai pas eu à me plaindre souvent au Château Laurier, mais j'ai certes souvent protesté parce que je ne pouvais obtenir d'autres conserves de pêches que des produits des Etats-Unis. Nous récoltons dans notre pays des pêches supérieures en qualité à celles de la Californie et de l'Orégon et je n'ai jamais pu comprendre pourquoi le réseau national fournit au Château Laurier, qui est en réalité un hôtel de l'Etat, des fruits des Etats-Unis, lorsque les nôtres sont de qualité supérieure. En d'autres termes, je soutiens que pour ce qui est des produits de la ferme et de la concurrence avec les cultivateurs et les producteurs de fruits des Etats-Unis, nous devrions prendre des mesures en vue de protéger nos producteurs et de leur assurer le marché domestique puisque le marché américain leur est fermé. Le ministère de l'Agriculture actuel a heureusement lancé une campagne en vue de porter les gens à employer les produits canadiens. Pourquoi le Gouvernement ne donnerait-il pas l'exemple? C'est vraiment son devoir de le faire. Nous votons chaque année une somme de \$30,000 pour le restaurant du Parlement. J'ignore si ce crédit a été épuisé l'an dernier. Mais vraiment le

Gouvernement, et tout particulièrement le ministre de l'Agriculture qui parcourt le pays et vante la sagesse,—que j'approuve,—d'employer les produits canadiens, devrait au moins pratiquer ce qu'il prêche.

L'hon. W. R. MOTHERWELL (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, jusqu'à ce matin, j'avais espéré ne pas avoir à prendre part à ce débat qui traîne depuis trop longtemps, mais lorsque j'appris que je pouvais utiliser quarante minutes ou moins sans prolonger en somme le débat, j'ai cru devoir profiter de l'occasion.

Relativement au budget lui-même, je ne puis voir à l'œil nu que l'on ait réussi, au cours des trois semaines de bombardement, à l'endommager sérieusement. Le budget est, je pense, aussi populaire dans tout le pays aujourd'hui qu'il l'était le jour où il fut présenté. Alors pourquoi en parlerais-je davantage?

Avant de passer en revue certaines déclarations relatives à l'immigration et à l'industrie laitière faites au cours de ce débat, permettez-moi de souligner les dernières paroles de l'honorable représentant d'Argenteuil (l'hon. sir George Perley), qui vient de reprendre son siège. Cornichons et sauces piquantes! Question importante, certes,—si les faits étaient véridiques. Mais je regrette de dire à mon honorable ami qu'ils ne le sont pas, d'après ce que dit M. George. Il se trouvait dans mon bureau l'autre jour et regrettait sérieusement que l'on ait répandu le bruit que des cornichons américains étaient servis au restaurant du Parlement. Il m'a assuré que cette déclaration est fautive.

L'hon. sir GEORGE PERLEY: Je suis heureux de l'apprendre.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je regrette de gêner l'effet de la petite histoire de mon honorable ami. Lui et ses amis doivent être bien courts d'arguments puisqu'ils sont forcés de recourir à une critique de ce genre. Je crains d'avoir à gêner l'effet de maintes autres petites histoires et à détruire plusieurs châteaux en Espagne de nos adversaires avant de reprendre mon siège.

Passons maintenant à la question de l'immigration. C'est là, je l'admets, une question de très grande importance. Apparemment, la critique la plus sérieuse est venue de l'honorable représentant d'Halifax (M. Quinn), critique qu'une vingtaine ou une trentaine de ses collègues ont répétée. Elle se rapporte à une certaine famille qui fut détenue à Halifax et dont deux membres se virent refuser l'entrée du pays. Mais il s'agit là d'une question beaucoup plus importante que les ennuis dont a souffert cette famille en parti-